

Climat : Assez parlé d'incertitudes, parlons concret

La conférence des parties au protocole de Kyoto va faire escale à Paris en décembre pour sa 21  me édition depuis 1997. C'est la 21  me fois qu'on nous promet de déboucher sur un grand accord contraignant à 196 pays pour sauver notre climat ! Gageons que cette fois-ci soit la bonne mais changeons surtout de route et venons-en aux actions pour que l'eau ne soit pas oubliée dans les débats rappelle Martin GUESPEREAU. H2o, mai 2015.

CLIMAT

Assez parlé d'incertitudes, parlons concret

La conférence des parties au protocole de Kyoto va faire escale à Paris en décembre pour sa 21  me édition depuis 1997. C'est la 21  me fois qu'on nous promet de déboucher sur un grand accord contraignant à 196 pays pour sauver notre climat ! Gageons que cette fois-ci soit la bonne mais changeons surtout de route et venons-en aux actions pour que l'eau ne soit pas oubliée dans les débats.

Martin GUESPEREAU

directeur général - Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

  
photo Alain Guillemaud

H2o - mai 2015

  

Le changement climatique avance à marche forcée et il nous a d  j    co  t   plusieurs semaines de ski en moyenne montagne, fait avancer les vendanges d'un mois, fait baisser les débits des cours d'eau l'été et les scientifiques nous promettent -30 % de débit dans le puissant Rhône l'été en 2050. On en sait bien trop pour ne pas agir.

Commen  sons donc par le commencement : prenons les mesures d'adaptation qui nous concernent et n'attendent que nous. C'est seulement alors que nous pourrons partir à la construction d'une pyramide d'engagements, avec les collectivités et les entreprises à la base, et, ultimement au sommet, le grand accord mondial tant désiré.

Parler d'adaptation était tabou jusqu'ici parce que cela vous classait immédiatement parmi les nouveaux climato-sceptiques qui avaient abandonné le noble combat qui consistait à arrêter le climat à +2   C. Depuis, l'humanité a raté

l'objectif et le GIEC a sorti en mars 2014 son premier rapport entièrement dédié à l'adaptation. La voie est libre et la conférence de Paris pourrait bien marquer sur ce thème une de ses plus belles avancées.

40 % du sud-est de la France en déficit d'eau

Nous en sommes à l'heure de lancer les premières actions concrètes dans nos territoires. Chacun pense à l'eau qui va manquer l'été tandis qu'un soleil de plomb aura desséché les sols. C'est assez exact mais c'est sans compter le facteur aggravant que sont les gaspillages monstrueux d'eau actuels. Ils ont aussi à mettre en déficit d'eau 40 % du sud-est de la France. Les villes dans lesquelles un litre sur deux se perd avant d'arriver au robinet sont nombreuses ; l'agriculture française est en retard sur la conversion au goutte-à-goutte, une solution qui peut pourtant diviser par dix la consommation d'eau par rapport aux irrigations traditionnelles qui ont toujours cours. Cela ne passera plus avec le changement climatique.

Des solutions simples à portée de main

Plus révolutionnaire, nous allons maintenant devoir retenir l'eau dans nos territoires. Nous avons passé des décennies à drainer nos sols, bétonner nos villes, raccourcir les cours d'eau et bloquer l'eau entre des digues bien étroites. Nous pouvons recréer nos fossés en ville et les verdir, prévoir des mares temporaires, nous mettre aux "jardins de pluie" comme les Australiens, ou encore ouvrir des brèches dans des digues pour réalimenter des zones humides d'infiltration des eaux. Nos nappes seront notre meilleur frigo d'eau fraîche pour les futures canicules. Le plus intéressant c'est que ces solutions simples d'infiltration de l'eau vers les nappes peuvent aussi nous faire gagner de l'argent : à Montpellier la gestion des eaux de pluie sur une zone de 3 hectares de l'opération campus a été mise en "0-rejet" vers les égouts et elle s'est révélée sept fois moins chère que le tout à l'égout traditionnel ! C'est pourtant cette mauvaise solution que nos dirigeants mentaux préfèrent le plus souvent.

Les autorités locales se prennent en main : une première en France

Ces mesures sont au cœur d'un plan de bassin d'adaptation au changement climatique que les sept grands responsables territoriaux du sud-est de la France, les cinq présidents de région, le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée et le président de comité de bassin viennent de signer ensemble. Ils ont même fixé une échéance, à pour remettre les réseaux d'eau potable en bon état et demander aux communes de prévoir dans leurs plans locaux d'urbanisme de compenser toute nouvelle imperméabilisation par une infiltration d'eau superficielle vers la nappe (par des fossés typiquement). Face à l'urgence du climat, cette union des responsables est une première en France, une brique concrète à l'adaptation de notre pays.

C'est comme cela que nos territoires passeront le cap du changement climatique. Et ça marche, parce que c'est réaliste. Ces solutions mettent en avant les acteurs existants. Alain Juppé a lancé un vibrant "appel de Bordeaux" remarqué en janvier dernier qui promet un "rôle moteur des territoires pour la réussite de la conférence de Paris et l'importance de leur donner une place stratégique au titre de l'agenda des solutions" et demande qu'on soutienne "les mécanismes permettant de renforcer l'action locale et régionale, notamment dans les pays en développement, et les partenariats". Ces solutions réalistes ne demandent effectivement rien d'autre que d'utiliser les systèmes actuels de financement en les réorientant. L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse a financé ainsi en 2014 un niveau record d'économies d'eau de 70 millions de mètres cubes par an grâce à un appel à projet, soit la consommation d'une ville d'un million d'habitants.

Les gaspillages reculent ! l'action pousse. .

À

L'auteur

Ancien élève de l'École polytechnique, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts et diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT), Martin Guespereau est entré en 2000 au ministère de l'Environnement comme économiste dans la délégation française lors des négociations internationales sur la lutte contre le changement climatique. Il devient ensuite chef du service régional de l'environnement industriel à la DRIRE de Picardie jusqu'en 2003 puis, rejoint la direction du Trésor du ministère des Finances où il est responsable de la politique financière pour la zone Afrique du Nord /Moyen-Orient. En décembre 2004, il devient conseiller technique "santé environnement" de Philippe Douste-Blazy, ministre de la Santé, puis conseiller technique crises sanitaires" de Xavier Bertrand, son successeur, et enfin de Philippe Bas. En mai 2007, il est appelé comme conseiller technique en charge de l'écologie et de l'urbanisme au cabinet du Premier ministre, François Fillon, où il a coordonné l'action gouvernementale lors du Grenelle de l'environnement. Il était depuis fin 2008 directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail. Martin Guespereau a été nommé directeur général de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en mars 2011.

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse